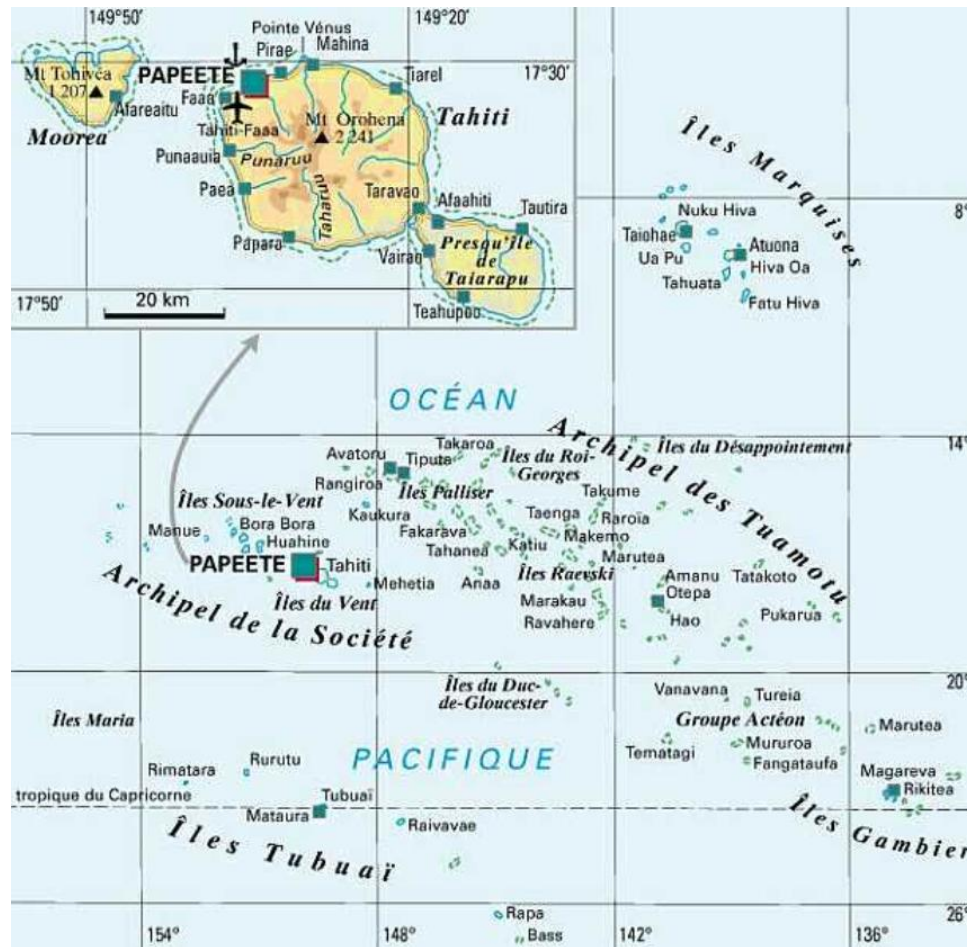


# COLLOQUE ACCD'OM

15 novembre 2013

# Des réalités géographiques

2



Chambre territoriale des comptes de la Polynésie française

# Des réalités économiques et humaines

3

Subdivisions administratives	Nombre de communes	Somme des populations municipales 2012	Part des populations par subdivisions
îles du Vent	13	200 881	74,88%
îles Sous-le-Vent	7	34 622	12,91%
îles Marquises	6	9 264	3,45%
îles Australes	5	6 839	2,55%
îles Tuamotu-Gambier	17	16 664	6,21%
Polynésie française	48	268 270	3,34%

Source : ISPF – RGP 2012

# Répartition des communes selon leur taille

4

Taille des communes	Polynésie française		France y/c DOM		Taille des communes	Polynésie française		France y/c DOM	
	Nombre de communes	Part de la population	Nombre de communes	Part de la population		Nombre de communes	Part de la population	Nombre de communes	Part de la population
de 0 à 499 habitants	7	0,7%	19 996	7,0%	moins de 500 habitants	7	0,7%	19 996	7,0%
de 500 à 1 999 habitants	16	6,3%	11 570	17,4%	moins de 2 000 habitants	23	7,0%	31 566	24,5%
de 2 000 à 3 499 habitants	6	5,6%	2 155	8,7%	moins de 3 500 habitants	29	12,7%	33 721	33,2%
de 3 500 à 4 999 habitants	3	4,6%	911	5,8%	moins de 5 000 habitants	32	17,2%	34 632	39,0%
de 5 000 à 9 999 habitants	7	21,4%	1 102	11,8%	moins de 10 000 habitants	39	38,6%	35 734	50,8%
de 10 000 à 19 999 habitants	6	30,4%	504	10,8%	moins de 20 000 habitants	45	69,0%	36 238	61,6%
de 20 000 à 49 999 habitants	3	31,0%	319	15,0%	moins de 50 000 habitants	48	100,0%	36 557	76,5%
de 50 000 à 99 999 habitants	-	0,0%	83	8,3%	moins de 100 000 habitants	48	100,0%	36 640	84,8%
100 000 habitants et plus	-	0,0%	41	15,2%	toutes tailles confondues	48	100,0%	36 681	100,0%
	48	100%	36 681	100%					

Sources : ISPF – RGP 2012 et DGCL – les collectivités locales en chiffres publication 2013

# L'île de Tahiti

5



Chambre territoriale des comptes de la Polynésie française

# Plan de l'intervention

6

- Les communes de PF n'ont actuellement pas de marges de manœuvre budgétaire et financière (1)
- en raison principalement de la place singulière qu'elles occupent dans les institutions de la Polynésie française (2),
- au point que le desserrement des contraintes suppose l'engagement de réformes de fond (3).

# Situation consolidé des CA des communes et des SPIC environnementaux pour l'année 2011

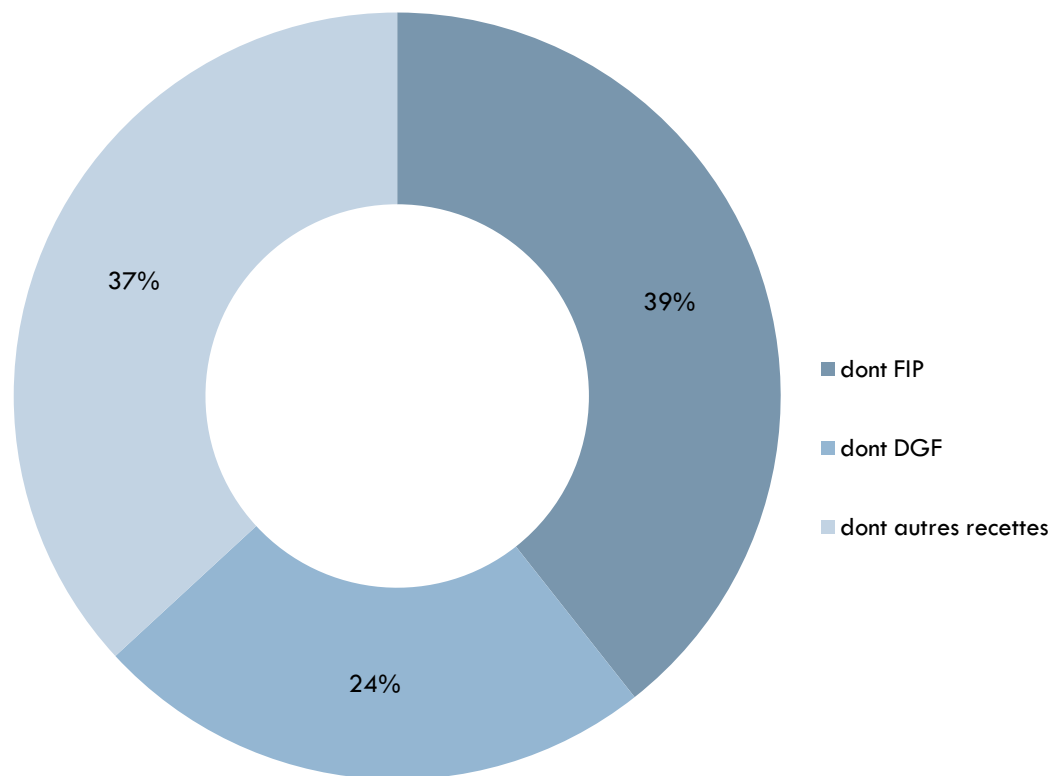
7

En milliers d'euro	Tuamotu Gambier	Iles Sous le Vent	Iles du Vent	Marquises	Australes	Toutes communes
<i>Populations municipales</i>	16 664	34 622	200 881	9 264	6 839	268 270
<b>Produits de fonctionnement</b>	<b>26 077</b>	<b>37 972</b>	<b>187 225</b>	<b>13 304</b>	<b>9 175</b>	<b>273 753</b>
dont fiscalité propre	279	4 570	52 088	365	221	57 523
dont fiscalité reversée (FIP)	11 433	14 120	72 479	6 095	3 658	107 784
dont dotations de l'Etat (DGF)	9 367	8 584	39 945	4 405	2 765	65 065
<b>Charges de fonctionnement</b>	<b>24 858</b>	<b>35 128</b>	<b>179 852</b>	<b>12 083</b>	<b>8 653</b>	<b>260 574</b>
dont charges de personnel	12 995	18 707	114 728	7 101	5 283	158 814
dont charges financières	17	243	1 136	78	5	1 478
<b>CAF (yc travaux en régie)</b>	<b>1 219</b>	<b>2 844</b>	<b>7 373</b>	<b>1 221</b>	<b>522</b>	<b>13 179</b>
Remboursement en capital	198	735	3 098	83	66	4 179
<b>CAF nette (yc travaux en régie)</b>	<b>1 021</b>	<b>2 109</b>	<b>4 276</b>	<b>1 139</b>	<b>456</b>	<b>9 000</b>
<b>Recettes d'investissement</b>	<b>8 846</b>	<b>5 379</b>	<b>23 579</b>	<b>3 661</b>	<b>2 179</b>	<b>43 645</b>
dont emprunts	912	0	2 017	0	127	3 056
dont subventions d'investissement reçues	6 627	4 077	14 874	3 207	1 769	30 555
<b>Dépenses d'investissement (hors emprunt)</b>	<b>10 636</b>	<b>9 529</b>	<b>37 669</b>	<b>6 020</b>	<b>3 767</b>	<b>67 621</b>
dont dépenses d'équipement	8 479	6 904	35 817	4 620	2 016	57 836
<b>Résultat propre à l'exercice</b>	<b>-769</b>	<b>-2 041</b>	<b>-9 814</b>	<b>-1 220</b>	<b>-1 132</b>	<b>-14 976</b>
FDR final	5 865	10 918	56 507	5 653	2 664	81 607
<b>Encours de dette au 31/12</b>	<b>1 720</b>	<b>5 019</b>	<b>26 389</b>	<b>617</b>	<b>61</b>	<b>33 805</b>

Source : Agence française de développement - observatoire des communes de Polynésie française

# Dépendance des communes aux transferts en 2011

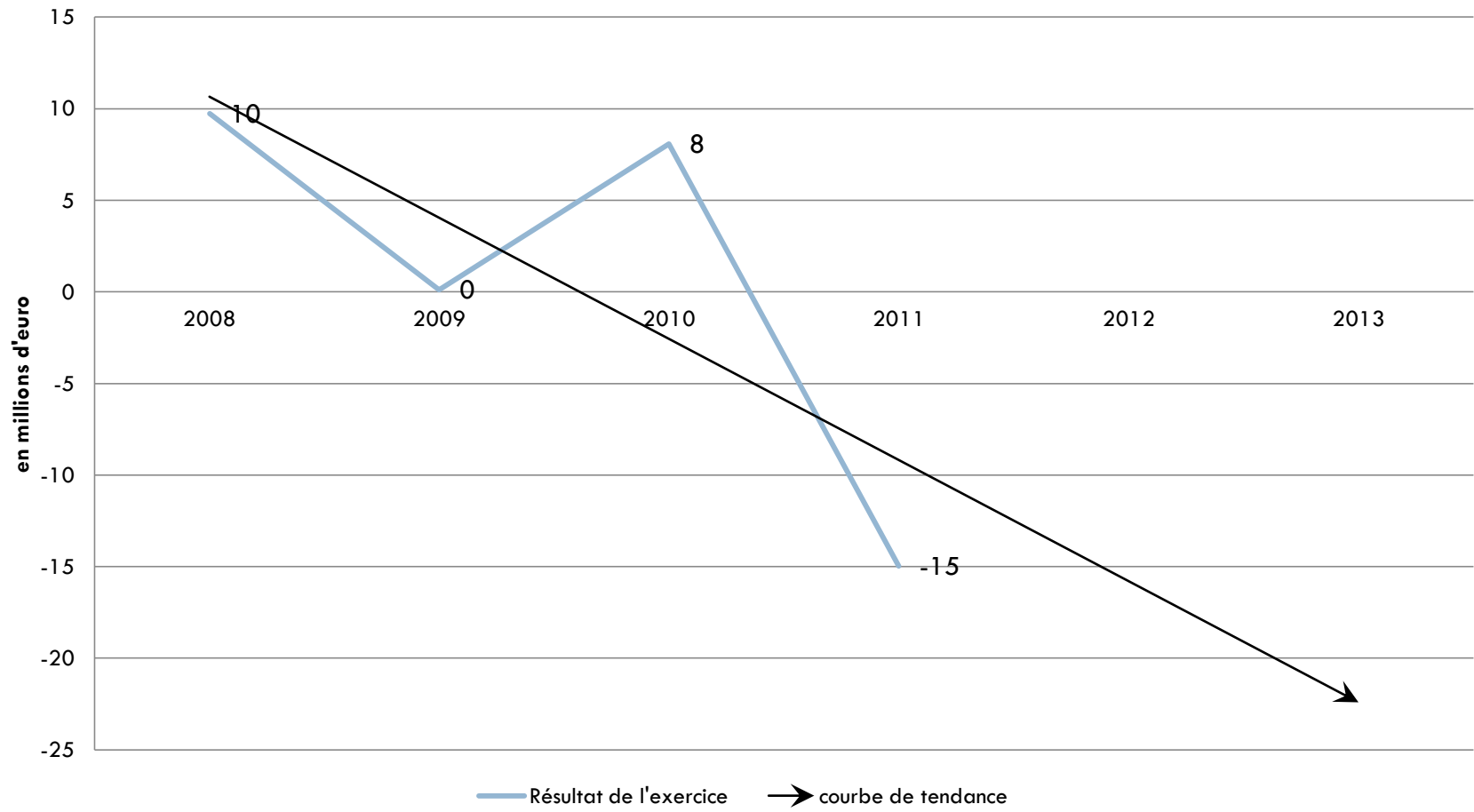
8





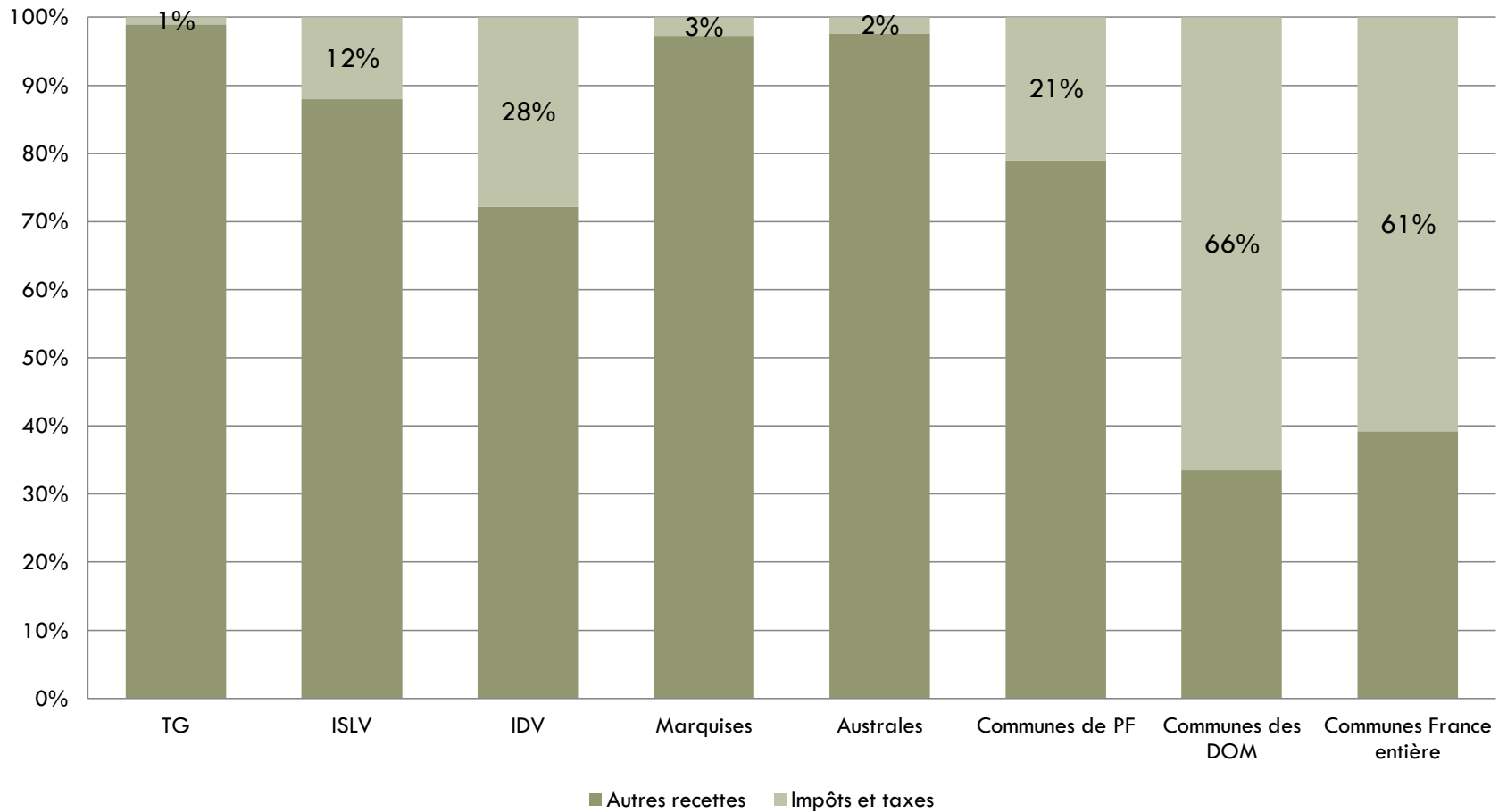
# Evolution du résultat de l'exercice entre 2008 et 2011

9



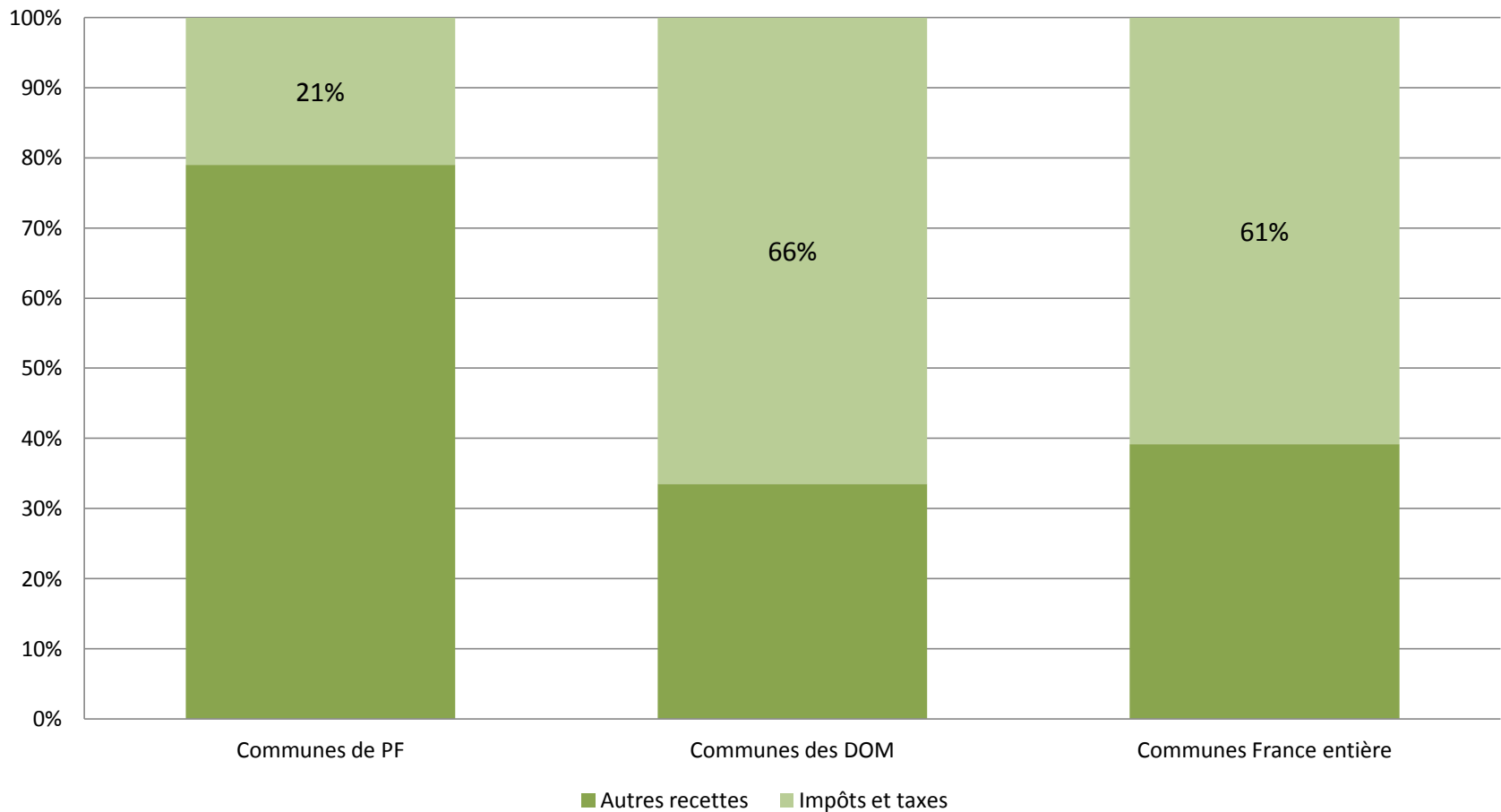
# Part de la fiscalité locale dans les produits de fonctionnement en 2011

10



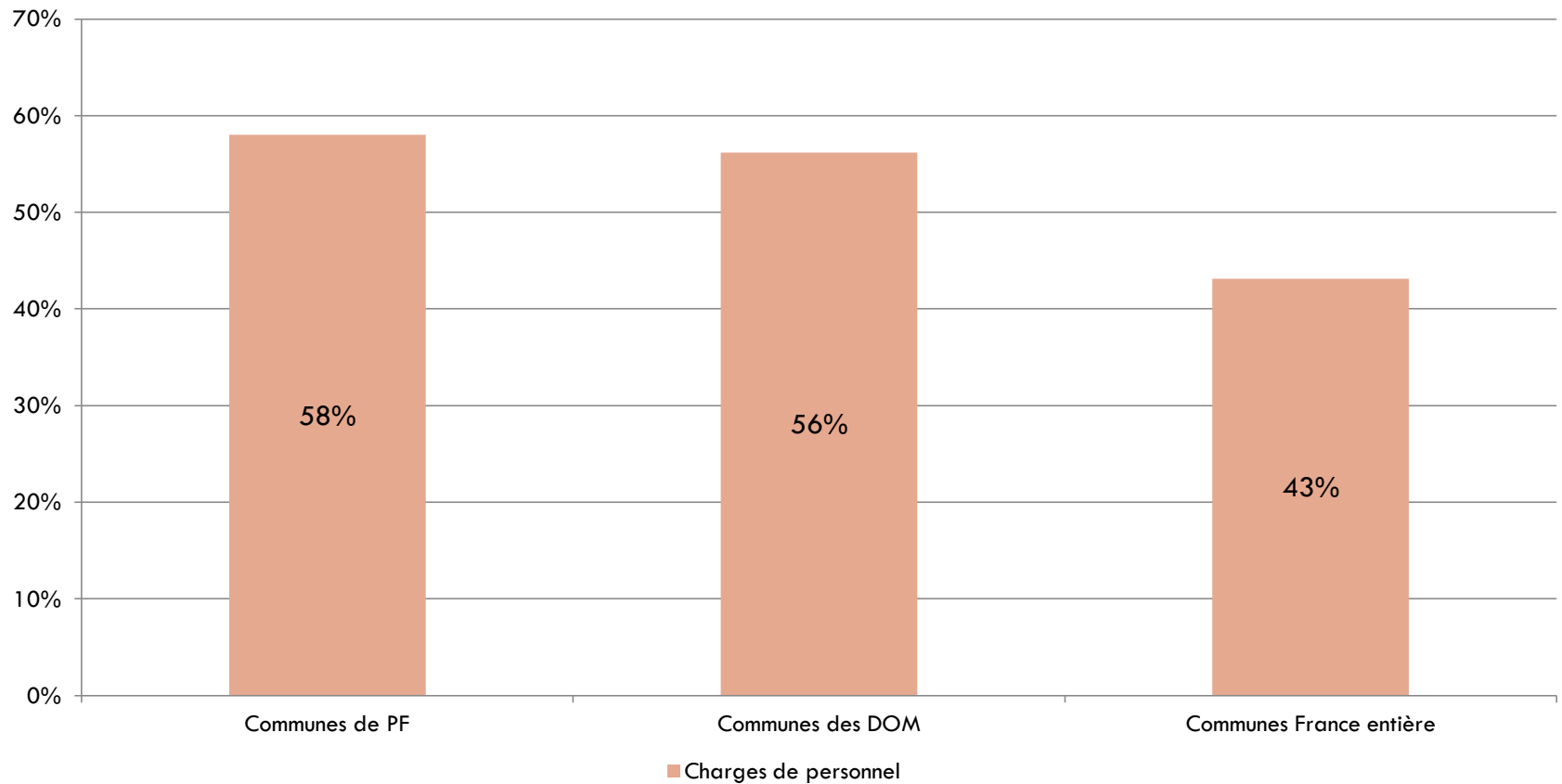
# Part de la fiscalité locale dans les produits de fonctionnement en 2011

11



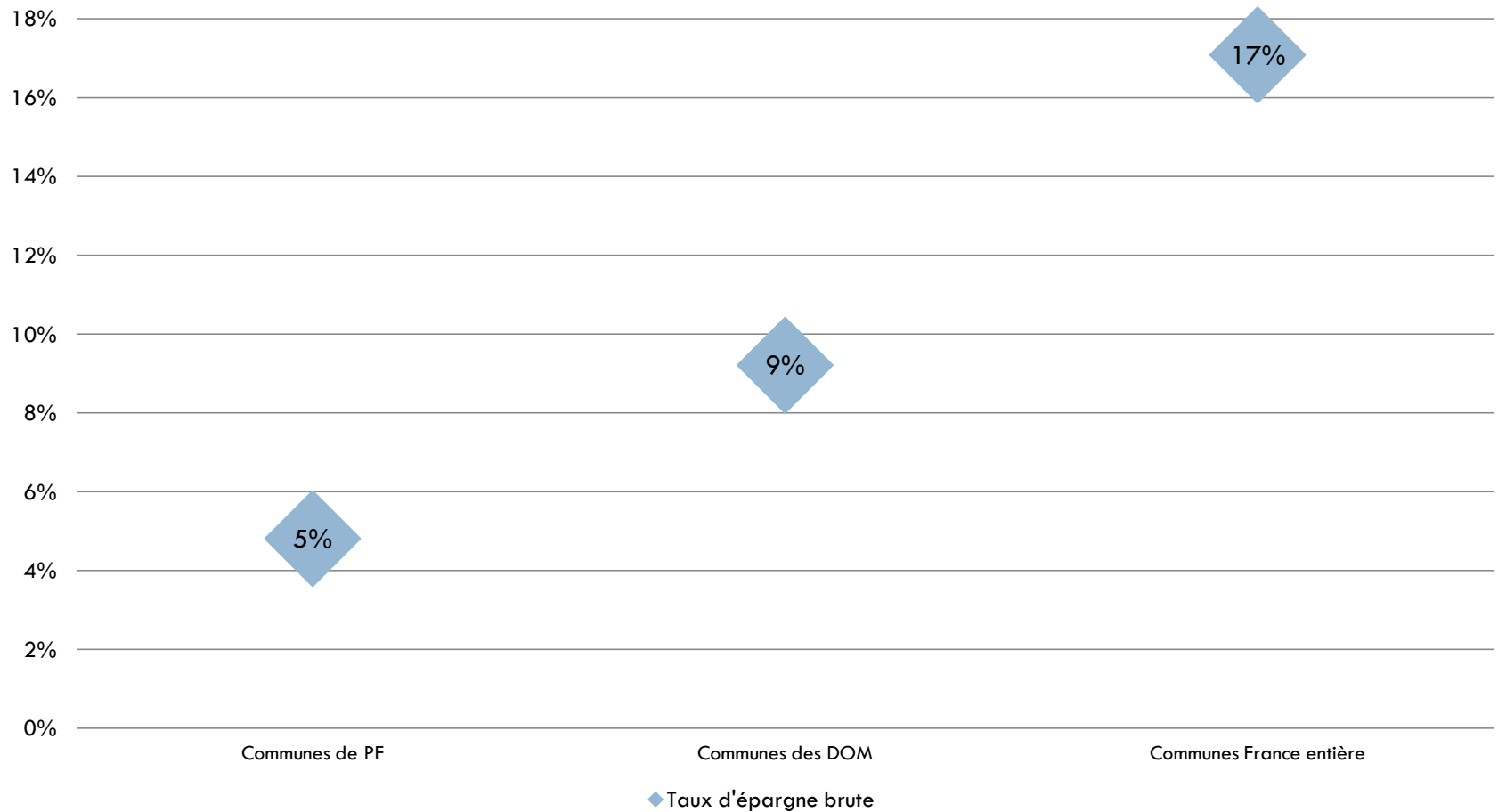
# Part des charges de personnel dans les recettes de fonctionnement en 2011

12



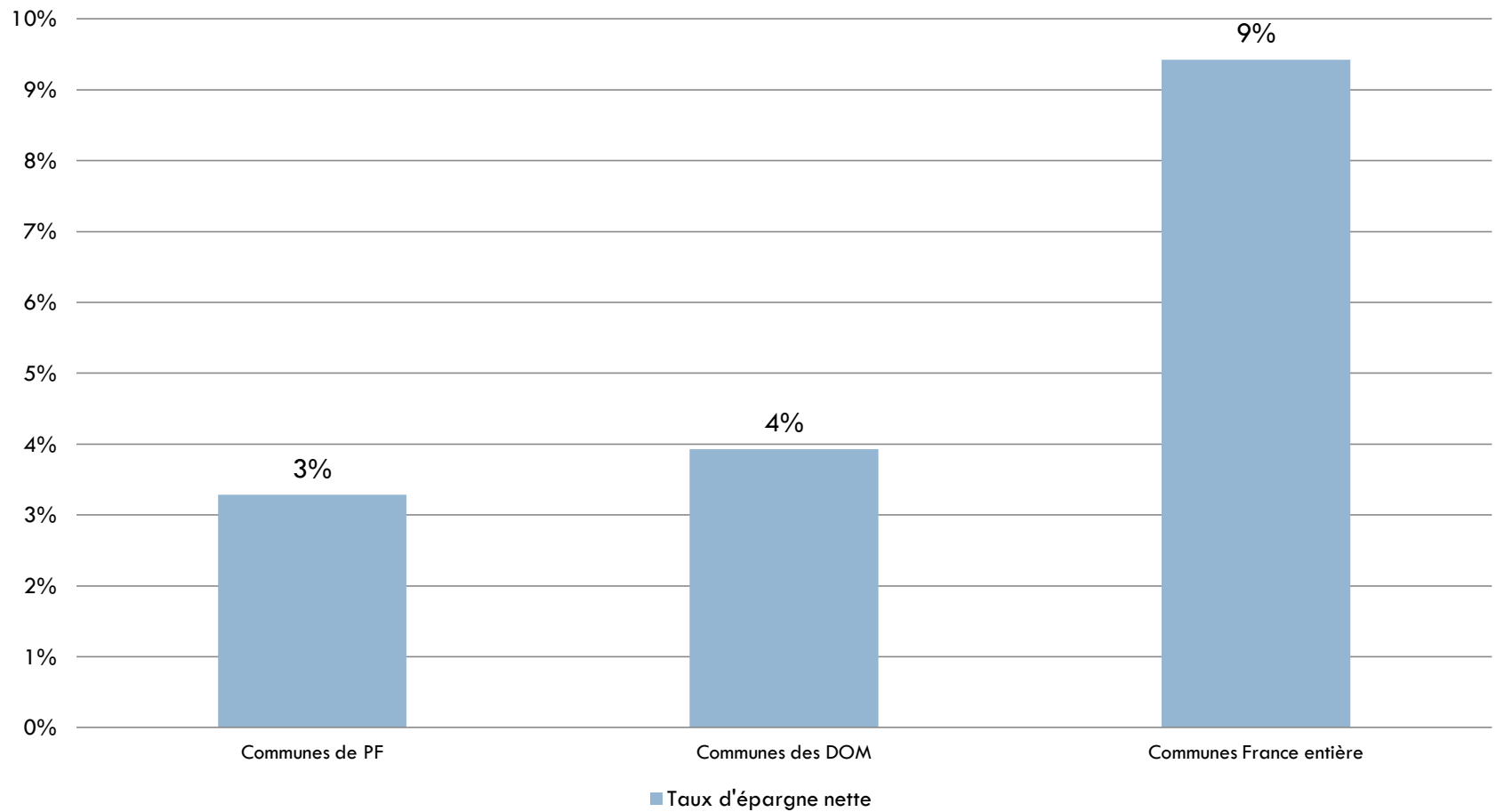
# Taux d'épargne brute en 2011

13



# Taux d'épargne nette en 2011

14



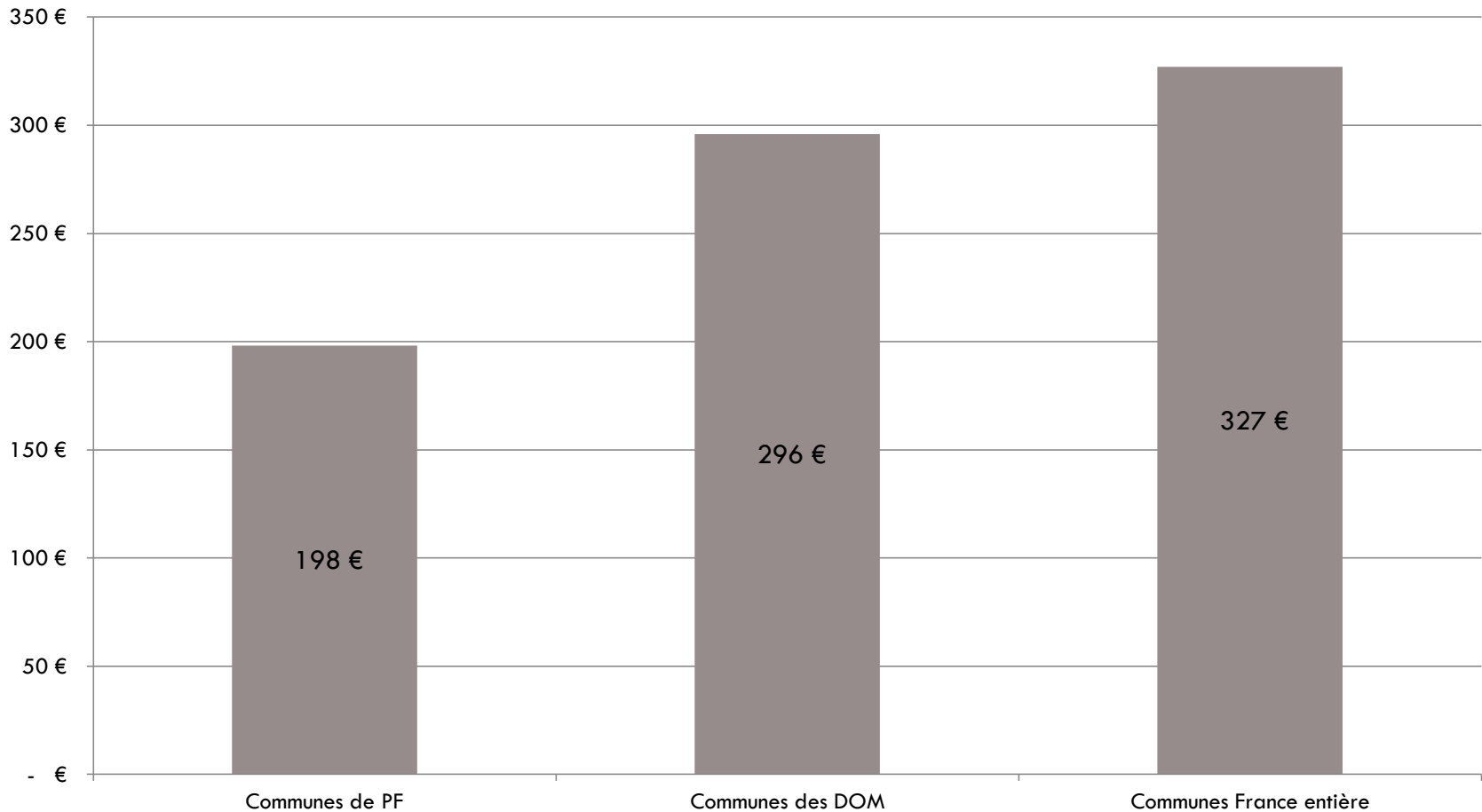
## Taux d'endettement et dette par habitant en €

15

- France entière: 78% et 924€ par habitant;
- DOM: 65% et 780€ par habitant;
- PF: 12% et 126€ par habitant.

# Dépenses d'équipement par habitant, moyenne 2008 à 2011

16





# La place singulière du fait communal en Polynésie française

17

- La création des communes correspond à la modernisation progressive des modes de gestion locales
  - L'émergence des communes est due à l'Etat;
  - En 1890, Papeete devient la 1<sup>ère</sup> commune de Polynésie;
  - En 1971, la municipalisation s'est achevée avec la création de 44 communes;
  - Le CGCT adapté (2009 et 2012), fonction publique communale (2011).

# La place singulière du fait communal en Polynésie française

18

- La place de la commune dans le développement du territoire
  - Le rapport COINTAT et FRIMAT de 2009 : « la place inaboutie des communes dans le statut de 2004 »;
  - Dans les faits, les communes de la PF ne sont pas encore des communes de plein exercice;
  - Le fait communal demeure considéré comme l'affirmation d'un contre-pouvoir à l'assemblée de la Polynésie française.

# La place singulière du fait communal en Polynésie française

19

- Les possibilités statutaires de conférer aux communes une plus grande maîtrise de leur situation budgétaire n'ont pas été exploitées
  - Les communes s'administrent librement dans le cadre constitutionnel de droit commun (art. 72, 72-1 et 72-2 de la constitution);
  - la loi organique du 23 février 2004 ouvrait la possibilité à la collectivité centrale d'instituer des impôts et taxes au bénéfice des communes.

# La place singulière du fait communal en Polynésie française

20

- Le desserrement des contraintes suppose des réformes de fond intéressant plusieurs aspects de la gestion communale
  - Maitriser les dépenses pour augmenter la CAF : mise en place de la FPC, financement des SPIC par l'utilisateur;
  - Mettre en adéquation le financement et les charges communales : conserver un niveau de financement conférant aux décisions locales un minimum d'indépendance.

# En conclusion

21

- Une situation budgétaire et financière des communes difficile;
- En finir avec les débats d'esquive sur la responsabilité financière de l'Etat dans la situation des communes;
- La solution appartient à la collectivité de la Polynésie française qui est la seule à pouvoir mettre en œuvre une réforme fiscale d'envergure créant une codécision fiscale sur le niveau de fiscalité garantie aux communes.